

CH_VB 2006-1331 6301 vom 25. Juli 2006

Bundesverwaltung, 2006-07-25, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_2006-1331_6301_

FR: CH_VB 2006-1331 6301 du 25 juillet 2006

IT: CH_VB 2006-1331 6301 del 25 luglio 2006

Erwägungen

E. 4

Les dispositions sur les améliorations de limites (art. 57) s'appliquent également aux immeubles de peu d'étendue (art. 2, al. 3). Art. 5, let. a Les cantons peuvent: a. soumettre aux dispositions sur les entreprises agricoles les entreprises agricoles qui ne remplissent pas les conditions de l'art. 7 relatives à l'unité de main-d'œuvre standard; la taille minimale de l'entreprise doit être fixée en une fraction d'unité de main-d'œuvre standard et ne doit pas être inférieure à 0,75 unité de main-d'œuvre; Art. 7, al. 1 1 Par entreprise agricole, on entend une unité composée d'immeubles, de bâtiments et d'installations agricoles qui sert de base à la production agricole et qui exige, dans les conditions d'exploitation usuelles dans le pays, au moins 1,25 unité de main-d'œuvre standard. Le Conseil fédéral fixe, conformément au droit agraire, les facteurs et les valeurs servant au calcul de l'unité de main-d'œuvre standard.

1 FF 2006 6027 2 RS 211.412.11

Loi fédérale sur le droit foncier rural 6302 Art. 32, al. 1 1 Si l'héritier acquiert en Suisse des immeubles en emploi pour y continuer l'exploitation de son entreprise agricole, ou s'il acquiert en emploi de l'entreprise aliénée une autre entreprise agricole en Suisse, il peut déduire du prix d'aliénation le prix d'acquisition d'un objet de même rendement. Art. 58, al. 2 2 Les immeubles agricoles ne peuvent pas être partagés en parcelles de moins de 25 ares (interdiction de morcellement). Cette surface minimale est de 15 ares pour les vignes. Les cantons peuvent fixer des surfaces minimales plus élevées. Art. 62, let. f N'a pas besoin d'être autorisée l'acquisition faite: f. dans le but de rectifier ou d'améliorer des limites; Art. 63, al. 1, let. b, et al. 2 Abrogés Art. 64, al. 1, let. f 1 Lorsque l'acquéreur n'est pas personnellement exploitant, l'autorisation lui est accordée s'il prouve qu'il y a un juste motif pour le faire; c'est notamment le cas lorsque: f. malgré une offre publique s'élevant au double de la valeur de rendement au maximum, aucune demande n'a été faite par un exploitant à titre personnel; Art. 66 Abrogé Art. 69 Abrogé Titre 4 (art. 73 à 79) Abrogé Art. 81, al. 1 1 L'autorisation ou les pièces démontrant qu'une autorisation n'est pas nécessaire sont produites à l'office du registre foncier avec le titre justifiant l'inscription requise.

Loi fédérale sur le droit foncier rural 6303 Art. 84, let. a Celui qui y a un intérêt légitime peut en particulier faire constater par l'autorité compétente en matière d'autorisation si: a. une entreprise ou un immeuble agricole est soumis à l'interdiction de partage matériel, à l'interdiction de morcellement ou à la procédure d'autorisation. Art. 87, al. 3, let. c Abrogée Art. 89 Recours au Tribunal fédéral Les décisions sur recours prises par les autorités cantonales de dernière instance sont sujettes au recours en matière de droit public conformément aux art. 82 et suivants de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral³. Art.

90, al. 1, let. c Abrogée Art. 91, al. 3 Abrogé Art. 92

E. 5

La loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire⁴ est modifiée comme suit: Art. 24b, al. 1, 1bis (nouveau), 2 et 4 1 Lorsque des exploitations agricoles dont la gestion exige une charge de travail d'au moins 0,75 unité de main-d'œuvre standard dépendent d'un revenu complémentaire pour subsister, il est possible d'autoriser des mesures de construction dans des bâtiments et des installations existants, en vue de l'exercice d'une activité accessoire non agricole proche de l'exploitation. Dans la région de montagne et des collines, les cantons peuvent autoriser ces mesures dans des exploitations dont la gestion exige une charge de travail d'au moins 0,5 unité de main-d'œuvre standard. L'exigence découlant de l'art. 24, let. a, ne doit pas être satisfaite. 1bis Les activités accessoires qui sont, par leur nature, étroitement liées à l'exploitation agricole peuvent être autorisées indépendamment de la nécessité d'un revenu complémentaire; des agrandissements mesurés sont admissibles lorsque les constructions et installations existantes sont trop petites.

3 RS 173.110; RO 2006 1205 4 RS 700

Loi fédérale sur le droit foncier rural 6304 2 L'activité accessoire ne peut être exercée que par l'exploitant de l'exploitation agricole ou la personne avec laquelle il vit en couple. L'engagement de personnel affecté de façon prépondérante ou exclusive à l'activité accessoire n'est autorisé que pour les activités accessoires au sens de l'al. 1bis. Dans tous les cas, le travail relevant de l'activité accessoire doit être accompli de manière prépondérante par la famille de l'exploitant de l'exploitation agricole. 4 L'activité accessoire non agricole et l'exploitation agricole principale forment une unité indissociable. L'autorisation est caduque dès que les conditions requises ne sont plus remplies. L'autorité compétente le constate par voie de décision et ordonne les mesures à prendre. Elle peut autoriser une exploitation agricole à poursuivre l'activité accessoire, pour autant qu'elle satisfasse aux dispositions précitées et que les bâtiments et installations lui soient remis en propriété. Art. 95a Dispositions transitoires relatives aux modifications des 20 juin 2003 et ... Les art. 94 et 95 s'appliquent également aux modifications des 20 juin 2003 et ... 2007. II 1 La présente loi est sujette au référendum. 2 Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR) (Projet) In Bundesblatt Dans Feuille fédérale In Foglio federale Jahr 2006 Année Anno Band 1 Volume Volume Heft 29 Cahier Numero Geschäftsnummer --- Numéro d'affaire Numero dell'oggetto Datum 25.07.2006 Date Data Seite 6301-6304 Page Pagina Ref. No

E. 10

139 794 Die elektronischen Daten der Schweizerischen Bundeskanzlei wurden durch das Schweizerische Bundesarchiv übernommen. Les données électroniques de la Chancellerie fédérale suisse ont été reprises par les Archives fédérales suisses. I dati elettronici della Cancelleria federale svizzera sono stati ripresi dall'Archivio federale svizzero.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.